

[Texte]

Scotia. These assets are owned by H.B. Nickerson and National Sea.

We understand the difficulty which the Atlantic fishing industry currently confronts. Much has been said and written about possible approaches to resolving the situation. Let me just take a moment to outline the approach we take from our particular perspective.

The most significant event, which provides the foundation of most of the difficulty currently facing the industry, stems back to the declaration of a 200-mile zone in Canada in 1976. Some members of the industry became inebriated on the panacea that this declaration would provide substantial economic growth and returns to companies and individuals alike. As a result, some—and I may say “some” for a purpose because, in fact, a majority of processors did not behave this way—expanded their fishing and processing efforts way beyond their fiscal and managerial capabilities to handle them. Large corporate activity, consolidation and expansion took place to a degree never before known in the industry. Hon. members, that did not take place in Prince Edward Island. It took place throughout the Maritimes and Atlantic Canada, but Prince Edward Island did not expand beyond its capacity, in most cases, in the private sectors and this can be borne out. There are people in this room who can well testify to that. Outside Prince Edward Island there were fish plants built where they should not have been built. Large equipment was expanded—dragners were larger than necessary.

• 2010

When dollars were cheap, this type of industry was successful. When money became scarce and expensive, it went by the wayside. What we are trying to say is that those which remain viable units in Prince Edward Island are not looking for assistance. They are looking for a chance to operate and co-operate—have a place in the marketplace. They want to compete with the subsidized dollars that will be available to the rest of the industry.

While some consolidation and expansion are required in any industry, we submit there is an optimum point where overall financial damage will be done to the industry if it exists on a large plane. This indeed has happened and these few large companies have run into substantial financial difficulty as a result of this overexpansion coupled with a world economic recession, the falling off of fish consumption, high interest rates and currency difficulties. While the majority of private independent companies were able to cope with these economic forces, the large companies were substantially vulnerable as a result of the financial investment necessary for the massive expansion which was under way.

This brings us to the point of how we should approach the resolution of this difficult situation. We do not adhere to the view that, because some of the private sector are currently experiencing financial difficulty, state ownership is required to bring about a resolution to this effect. We are firm in our beliefs on that. Indeed, we may be jumping from the frying pan to the fire. It would be equally wrong to conclude that the

[Traduction]

Nouvelle-Écosse et dont le capital est propriété de la H.B. Nickerson et de National Sea.

Nous comprenons les difficultés auxquelles font face les pêches de l'Atlantique. On a beaucoup parlé des différentes possibilités de solutions, et j'aimerais vous faire part de notre point de vue à ce sujet.

L'événement le plus important qui est à la base de la plupart des difficultés auxquelles fait face l'industrie à l'heure actuelle est la déclaration de la zone de 200 milles, en 1976. Certains membres de l'industrie se sont imaginé qu'ils se trouvaient là devant une panacée qui susciterait des retombées économiques importantes pour les sociétés et les particuliers. Certains—et je souligne bien ce mot, parce que la majorité des transformateurs n'ont pas vu les choses de cette façon—certains ont donc décidé d'accroître leurs efforts de pêche et de transformation bien au delà de leurs capacités. On a assisté à une grande expansion de la part des usines, et ceci de façon inhabituelle jusqu'alors. Une telle situation, qui s'est produite partout dans les Maritimes, ne se rencontre cependant pas dans l'Île-du-Prince-Édouard, où, dans la plupart des cas, qui peuvent d'ailleurs être confirmés, les pêches n'ont pas connu une expansion démesurée. Il y a d'ailleurs des personnes, dans cette salle, qui pourraient en témoigner. Dans les autres provinces de l'Atlantique, des usines de traitement ont été construites où il n'aurait pas dû y en avoir. On a également mis en service de l'équipement de grande dimension, des dragueurs qui étaient plus grands qu'il n'aurait fallu.

Quand le loyer de l'argent était peu élevé, tout allait bien, et l'industrie était prospère. Cependant, quand il a été difficile de se procurer de l'argent, la situation s'est détériorée. Ce que nous voulons dire, c'est que les entreprises viables de l'Île-du-Prince-Édouard ne cherchent pas d'aide, mais tout simplement la possibilité de fonctionner sur le marché. Elles veulent pouvoir concurrencer les entreprises qui seront subventionnées.

Si la consolidation et l'expansion sont des activités normales de toute entreprise, nous estimons qu'il existe un seuil au-dessus duquel la rentabilité diminue. C'est bel et bien ce qui s'est passé, car ces grandes sociétés se sont retrouvées en difficultés financières considérables à la suite de leur expansion exagérée, à la suite de la récession économique mondiale, de la diminution de la consommation de poisson, des hauts taux d'intérêt et des difficultés sur le marché des changes. Si la majorité des sociétés indépendantes ont pu faire face à de telles difficultés économiques, les grandes sociétés se sont retrouvées dans une situation très vulnérable, étant donné l'importance de l'investissement nécessaire à leur expansion.

Cela nous amène à la question de savoir comment résoudre cette situation difficile. Nous ne sommes pas d'accord avec le point de vue voulant que, parce que certaines entreprises privées rencontrent à l'heure actuelle des difficultés financières, il faudrait étatiser tout le secteur. Nous sommes inébranlables à cet égard et nous pensons que si une telle solution était adoptée, nous ne ferions que tomber de Charybde en Scylla.